



Si, Monsieur Hollande, la finance a des noms, des visages et des adresses. En l'occurrence, il s'agit ici de Hime, société-mère de la SAUR, l'entreprise d'eau potable qui connaît de graves difficultés financières. Pourquoi ?

Pratiquant une technique assez coutumière du capitalisme financier, les actionnaires de la Hime ont voulu augmenter leur participation dans leur propre holding en faisant financer l'opération par les entreprises affiliées. Cela s'appelle le leverage buy out (LBO). Nom barbare pour pratique barbare. Pratique par ailleurs largement responsable de la crise de 2008.

Et c'est justement cette crise qui a contrecarré les plans de ces actionnaires. Ils se sont en effet retrouvés dans l'incapacité de rembourser leur recapitalisation. Voilà comment la SAUR se retrouve punie par l'endettement de sa maison-mère.

C'est pourquoi les banques se battent pour reprendre la SAUR. Il s'agit de sauver un système. La négociation actuellement tourne autour du montant de la dette qui sera transférée de la maison-mère à la filiale ! N'en doutez pas, cette dette se retrouvera directement dans les factures d'eau des usagers soumis à la SAUR dans le cadre de délégations de services publics.

Il ne s'agit pas pour nous ici de défendre cette société. Vous savez ce que le Parti de Gauche pense des entreprises qui font des bénéfices sur un bien commun, et plus encore des élus qui le permettent en favorisant une délégation au privé plutôt qu'une gestion en régie publique alors que la compétence des salariés serait la bienvenue dans un mode public de gestion.

Il est de la responsabilité des gouvernements, surtout si celui-ci se prétend de gauche, de ne pas laisser dilapider ce savoir tout en préservant l'intérêt général. Cette funeste histoire, qui a conduit les syndicats de salariés de la SAUR à interpellier directement le Président de la République François Hollande, aurait dû permettre à celui-ci de siffler la fin de la récréation. Au lieu de quoi, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) fait partie du tour de table financier

Manipulations financières à la SAUR : il est temps de faire un service public !

Écrit par Gabriel Amard, Président de la Gauche par l'Exemple
Mercredi, 19 Juin 2013 15:00

pour reprendre la SAUR.

Or, la CDC est actionnaire de Suez et partenaire de Veolia avec laquelle elle co-dirige une société de transports (Veolia-Transdev), qui sont les 2 principaux concurrents de la SAUR ! La concurrence était pourtant déjà largement faussée (je rappelle ici que Suez a déjà été condamnée à payer 8 millions d'euros pour entrave à l'enquête de la Commission européenne sur la réelle concurrence entre Veolia, Suez et Saur). Voilà qui ne va rien arranger. Ce pourrait être cocasse si tout ceci ne se faisait pas au détriment des usagers et des salariés de ces entreprises.

Il est temps de faire revenir cette activité humaine détenue par des financiers et des banquiers d'affaires dans le service public. Ainsi, nous garderions le savoir-faire, protégerions le statut des salariés de l'eau et gérerions ce bien commun indispensable à la vie dans le seul et unique but de servir l'intérêt général.